

Les dernières révélations Snowden atomisent la théorie d'une mondialisation heureuse (et ça, c'est nettement plus gênant que les arguments des populistes sur le libre-échange)



Les guerres économiques que se livrent les pays du monde entier représentent une menace bien plus sérieuse pour le libre-échange que les théories économiques de Donald Trump.

Avec Franck DeCloquement

Avec Philippe Crevel

**Atlantico : Les révélations d'Edward Snowden mettent chaque jour en avant de nouvelles informations sur les pratiques de la NSA. Parmi ces révélations, certaines soulignent le risque que font courir les agences de renseignement au libre-échange et à la libre-concurrence. Quel est-il exactement ? Les missions poursuivies par les organes de renseignements vont-elles à l'encontre des principes du libre-échange ?**

**Franck Decloquement :** Selon de très nombreux observateurs ayant pu enquêter en profondeur sur le sujet, la NSA est une « arme d'espionnage économique massive », et un « fer de lance sous l'égide de Washington », évidemment prête à tout – dans le cadre de ses prérogatives propres – pour défendre les intérêts commerciaux américains. A l'image du dernier livre de Claude Delesse « NSA – National Security Agency », édité chez Tallandier, qui est une très bonne introduction en la matière, à destination d'un lectorat grand public. Ceci est indéniable et ressort très clairement de toutes les analyses sérieuses de documents connus et de témoignages crédibles qui ont pu être considérés pour comprendre ce qui se passe à l'intérieur de cette immense « black box ». Pour autant, il reste de très nombreuses zones d'ombre, et ceci est bien compréhensible. Contrairement à la CIA, fondée de manière très officielle, l'existence de la NSA est restée très secrète et ne fut officiellement reconnue qu'en 1957. En outre, ceci lui fit gagner son premier sobriquet, inventé par les gens de presse, de « No Such Agency ». Expression malicieuse que l'on pourrait aussi traduire par : « une telle agence n'existe pas ! ». Compte tenu de sa suprématie planétaire quant à la captation des données en transit dans l'ensemble du spectre électromagnétique, son appui opérationnel à la captation d'actifs immatériels, industriels ou technologiques pour les ravir à la concurrence internationale – au bénéfice des intérêts américains – est notable. À l'image de certains fleurons industriels comme le Brésilien Petrobras ou le Français Alcatel. Certains documents NSA ayant parfois même fuité, malgré l'étroite surveillance et l'exigence d'une stricte confidentialité imposée aux parties prenantes. L'affaire Snowden démontre aussi que « l'ennemi de l'intérieur » peut à tout moment surgir, agir et divulguer opportunément d'énormes quantités de données « ravies », même dans les enceintes secrètes les plus sanctuarisées du monde. Pour autant, les différentes attributions secrètes qui incombent à la NSA ne sauraient se réduire aux seules divulgations qui ont pu être rendue possible. Ce continent noir ne se laisse évidemment pas percer à jour aussi facilement.

Mais les sous-traitants partenaires de la NSA ne sont pas en reste non plus, à l'image de Palantir Technologies, la très secrète

entreprise fondée par Nathan Gettings, Alex Karp, Joe Lonsdale, Stephen Cohen et l'emblématique Peter Thiel. Palantir Technologies est une start-up de services et d'édition de logiciels spécialisés dans l'analyse et la science des données, communément appelé « Big data » ou « méga données », qui a révolutionné le monde du renseignement. L'entreprise basée à Palo Alto en Californie ; et fondée il y a 12 ans ; travaille pour la communauté du renseignement des États-Unis, et notamment pour la NSA. Mais aussi pour la CIA et le FBI. Ainsi que pour différents autres acteurs du système de défense des États-Unis, à l'image des US Marines, de l'US Air force et des opérations spéciales. Elle s'est également diversifiée dans les secteurs de la santé, de la finance, de l'assurance mais aussi des biens de consommation courante. Elle met par ailleurs sa technologie à disposition d'ONG comme « Community solutions ». Cette entreprise atypique en raison de la jeunesse de ses collaborateurs était valorisée en 2014 à 15 milliards de dollars. Son patronyme provient en droite ligne de l'œuvre de Tolkien, « Le Seigneur des Anneaux », et plus spécifiquement de ces pierres mystérieuses qui permettent de voir l'avenir... Aussi appelé « pierre de vision » ou « pierre clairvoyante ». « Un palantir a l'apparence d'un globe sombre de matière transparente (une sorte de boule de cristal), permettant à son utilisateur d'observer des lieux distants dans l'espace et le temps, ou bien de dialoguer avec une autre personne qui utilise elle aussi un palantir ». Le décor est planté quant aux fins poursuivies ! On le voit ici, le mythe de la concurrence « pure et parfaite » est très largement entamé par les pratiques obscures de l'agence, et renvoi pour beaucoup d'observateurs avisés et de spécialistes, aux contes enfantins pour adultes... La concurrence et les actions déloyales sont légion. Et elles n'ont que très peu d'acteurs à craindre sur le plan mondial, compte tenu de la puissance du dispositif, de l'ampleur des moyens techniques et humains alloués pour y parvenir, des impératifs stratégiques toujours clairement énoncés par le pouvoir politique, et l'obligation de garantir à tout prix les conditions de la sécurité nationale.

**Philippe Crevel** : Si les écoutes des passagers d'Air France par les services de renseignements américains et britanniques apparaissent en l'état peu réalistes du fait que la connectivité des avions d'Air France n'est pas l'une de leur qualité, elles posent néanmoins une réelle question, celle des moyens mis en œuvre par les agences gouvernementales pour obtenir des informations qui concernent tant la sécurité que les activités économiques.

Dans un contexte de concurrence exacerbée, les États et les entreprises essaient d'obtenir des renseignements stratégiques. Si nous évoluons dans un système de libre-échange encadré par l'Organisation mondiale des échanges, de plus en plus de comportements peu coopératifs se développent. Cela ne peut que conduire à une montée du protectionnisme, montée réclamée par les populistes. Or, à partir du moment où les États commencent à intervenir dans le commerce et dans l'économie, le déclin n'est pas loin. De la Chine du 16<sup>ème</sup> à la France de Méline en passant par celle de Colbert, le protectionnisme étatique a toujours mené à la catastrophe. Aujourd'hui, ce sont les tentatives des nationalistes en tout genre de vouloir contrecarrer le libre-échange qui pourraient peser sur la croissance. Il ne faut pas oublier que depuis 1945 nous tirons une grande partie de la croissance du commerce international. De même, si la pauvreté a reculé ces vingt dernières années, au niveau mondial, c'est avant tout la conséquence de l'ouverture de la Chine et des pays d'Europe centrale au commerce extérieur. L'OMC devrait, pour faire face aux tentatives des États d'utiliser des techniques militaires à des fins commerciales, disposer de pouvoirs de sanctions, afin d'assurer la liberté des échanges et de la circulation des biens, des services et de l'innovation. En effet, le renouveau du populisme pourrait aboutir à une protection accrue des innovations qui aurait pour conséquence leur moindre diffusion au sein de la population.

## **Dans quelle mesure l'objectif de la NSA et de ses homologues est-il prioritairement économique ? De quand date réellement cette transformation ?**

**Franck Decloquement** : Depuis sa création le 4 novembre 1952, la fonction première de la NSA est connue rétrospectivement des spécialistes. Ses missions sont définies par la « National Security Council Intelligence » – Directive numéro 6 – selon les besoins et ordres du Directeur du renseignement national. Bien qu'elle appartienne au département de la Défense, la NSA agit pour l'ensemble de la communauté du renseignement américain. De nos jours, la centrale est plus spécifiquement en charge du « renseignement d'origine électromagnétique », de la « sécurité des systèmes d'information » et du « traitement des données » à l'échelle planétaire pour le compte du gouvernement américain. Et ceci pour des raisons historiques assez claires : le renseignement d'origine électromagnétique – « COMINT » (ou « Communications Intelligence ») – joua un rôle primordial dans la conduite de la deuxième guerre mondiale par les États-Unis, et son issue victorieuse. Les éléments des forces armées des États-Unis chargés de l'écoute et du décryptage des communications ennemies pour le compte de l'US Navy et de l'US Army, remportèrent de très nombreux succès contre les communications allemandes et japonaises dans les opérations connues sous le référentiel « Ultra » et « Magic ». Combinés avec la radiogoniométrie, l'analyse de trafic et l'exploitation du texte diffusé en clair, le « COMINT » pu fournir énormément de renseignements d'importance vitale. Des affres de la Deuxième Guerre mondiale dérivèrent alors une certaine « culture du renseignement » marquée par le besoin de concentrer d'importantes ressources humaines et de matériels techniques, afin d'attaquer des systèmes d'informations et de cryptages / chiffrages, toujours plus puissants et toujours plus complexes de l'ennemi.

L'entrée de plain-pied dans la guerre froide ne put que renforcer encore cette inclinaison initiale dans la captation et le décryptage des signaux d'origine électromagnétique émanant de la Russie. De même que dans le cadre de l'intensification croissante de la guerre économique, à travers le globe, compte tenu du processus de mondialisation des échanges commerciaux en cours. Une fois l'Union Soviétique vaincu, il fallu très vite réorienter l'appareil de guerre conventionnel américain et son dispositif humain très lourd, vers le secteur marchand. Ce que fit Bill Clinton sous sa mandature. Accélération ainsi la reconversion de plus de 10 000 agents américains du renseignement, vers la sphère économique. Président à la naissance d'un « Advocacy Center », sorte de « War Room » en charge d'orienter les agences du renseignement américain vers l'aide opérationnelle à leurs entreprises nationales parties à la conquête des marchés internationaux. Dans ce cadre hyperconcurrentiel, les services spécialisés de la NSA ne pouvant qu'être d'une aide précieuse, on l'imagine aisément avec le recul. Aux États Unis, les partenariats publics-privés ne sont pas un vain mot, puisqu'ils se déclinent en action très concrètes. A la différence de la France et des ses conservatismes idéologiques et administratifs.

De très nombreuses personnalités politiques françaises ont eu des mots parfois très durs concernant l'ingérence américaine dans les affaires hexagonales. A l'image des allemands aujourd'hui, suite aux actions d'espionnage dont ils firent l'objet. Et beaucoup n'auraient pas été surpris d'apprendre qu'il était mis sur écoute par la National Security Agency (NSA) américaine, à l'image d'un François Mitterrand au crépuscule de sa vie, qui confia au journaliste Georges-Marc Benhamou sa perception géopolitique de la situation que le confident s'empressa vite de retranscrire dans son livre « le dernier Mitterrand » : « La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort apparemment. Oui, ils sont très très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort ». Délire d'un vieillard agonisant ou extrême lucidité d'un ancien président de la République au fait des réalités géoéconomiques ? Chacun pourra arbitrer en

## **Quels sont les procédés traditionnellement mis en place à des fins de guerre économique par les agences de renseignement et d'intelligence économique ? Peut-on vraiment croire à l'infiltration d'entreprises stratégiques ou aux guerres des normes ?**

**Franck Decloquement** : Il ne faut pas confondre les pratiques tout à fait légales de l'intelligence économique et stratégiques (IES), qui ne travaillent qu'à partir de sources ouvertes – « blanches » ou « grises » – avec les pratiques de l'espionnage économique ; régalien en ce qui concerne la NSA ; qui représentent la partie congrue du renseignement que l'on peut qualifier de « clandestin », puisque celui-ci ne vise prioritairement que le recueil frauduleux de documents et de données de sources « noires », d'accès confidentiel, ultra restreint ou très secret. Considérant les écoutes illégales, la surveillance globale des télécommunications, l'empêchement des matériels ou des composants informatiques, des applications pouvant aisément moucharder sur les données de leurs utilisateurs, des malwares en circulation sur l'internet et plus généralement la captation du « signal » à l'échelle de la planète, nul ne doute aujourd'hui que nous sommes en face d'une réalité – celle des actions coercitives, illégales, déloyales et clandestines – qu'il nous est bien difficile aujourd'hui de ne plus voir, mais aussi de contrecarrer compte tenu de nos liens politiques, diplomatiques, stratégiques et de notre subordination économique manifeste à nos alliés.

Le « confidentiel entreprise » n'ayant pas véritablement pu percer et s'imposer, nos firmes, nos multinationales et nos PME – à l'identique du monde économique dans son ensemble – sont plongés dans les affres de « la guerre du tous contre tous » et du « chacun pour soi », face aux velléités d'une puissance sans équivalences dans le monde, et qui accompagne la croissance et le succès de ses entreprises le cas échéant, via ses outils de guerre technologique. La projection du droit et des normes, sont en effet des armes également redoutables contre lesquelles nous n'avons pas su réagir, ou su imposer collectivement notre véto. Et ceci, en intelligence avec d'autres pays européens soumis aux mêmes formes de contrôle. L'union dans ce cas faisant toujours la force. Il s'agit d'une véritable guerre de mouvement, d'agilité intellectuelle, de supériorité technologique et stratégique, agissant dans un registre d'action spéciale, aux confins de la sphère économique et de la souveraineté des Etats. Nul ne peut l'ignorer désormais.